

L'UNIVERSITÉ SYNDICALISTE

Monsieur le Ministre,

En mai dernier, les attentes de la communauté éducative étaient fortes. Après de trop longues années de dénigrement, de démantèlement, de déstructuration, les équipes pédagogiques, qui n'ont jamais baissé les bras dans l'adversité, attendaient des ruptures significatives avec les logiques antérieures.

Les personnels ont pris acte de votre volonté de réhabiliter le dialogue social dans notre institution et ont accueilli avec soulagement vos premières décisions.

Pour autant, des inquiétudes ont surgi lorsqu'il est apparu que certaines mesures d'urgence, réclamées par la profession, tarderaient à voir le jour. Abroger le dispositif ÉCLAIR, instrument d'une scolarité dérogatoire pour les quartiers populaires et d'une gestion managériale pour les personnels, établir un moratoire sur l'introuvable livret d'évaluation du socle commun, rétablir des grilles nationales des dédoublements en lycée, ou encore stopper le processus de changement de discipline des professeurs de l'enseignement technologique industriel, augmenter les possibilités de titularisation des agents non titulaires... chacun de ces gestes aurait contribué à tisser un lien de confiance avec les personnels que nous représentons. Ces gestes n'ont à ce jour pas été faits **et le sentiment d'un rendez-vous manqué avec le second degré s'installe**.

La tentation d'instaurer un rapprochement entre l'école primaire et le collège, par le biais des structures, des statuts, des services, du socle commun, renvoie à un projet scolaire, celui de l'École du Socle, qui ne correspond ni aux besoins des publics accueillis au collège ni aux conceptions qui fondent l'identité professionnelle des acteurs du second degré. La formalisation d'un bloc bac -3 / bac +3 ou le projet actuellement débattu de transférer aux Régions l'orientation scolaire et la formation professionnelle initiale, portent en germe un éclatement du second degré qui priverait notre Nation d'un système éducatif cohérent et complet.

Au quotidien, nous sommes confrontés aux difficultés, aux échecs, aux souffrances parfois. Aussi, nous ne sacrifions ni le passé ni l'existant. Nous pensons au contraire que le moment est venu de refonder le second degré, en tirant partie du dévouement et du professionnalisme de ses personnels, d'en faire, enfin, un outil de démocratisation scolaire et sociale. La demande sociale et les besoins plaident pour un accès plus large aux qualifications. Sortir de la crise économique, réindustrialiser le pays comme recréer du lien social, lutter contre le repli identitaire ou les communautarismes, suppose d'investir dans l'éducation pour tous.

À ce titre, nous sommes disponibles pour :

• **bâtir un collège qui réduise les inégalités, résorbe l'échec scolaire, assure mieux les continuités dans la scolarité de nos élèves**, de l'école primaire vers le second cycle et le supérieur, se structure autour d'une culture commune permettant à nos

jeunes de faire société tout en donnant à chacun les connaissances et les savoir-faire utiles au citoyen d'aujourd'hui ;

- **permettre à chaque jeune de trouver à l'issue du collège sa place** dans un lycée diversifié mais égalitaire, reconstruit autour de parcours cohérents, permettant d'amener chacun aux poursuites d'étude ;
- **apporter notre contribution au rétablissement d'une formation professionnelle** qui réponde aux besoins spécifiques de chacun de nos métiers qui composent notre communauté pédagogique, pour accueillir nos jeunes collègues qui doivent bénéficier d'une formation plus aboutie et plus complète que celle de leurs aînés.

C'est pour cela que, le 6 avril, certains collègues répondront à l'appel de notre fédération, la FSU, et feront le déplacement à Paris pour manifester leurs revendications. Mais tous seront attentifs aux réponses que vous apporterez à cette première intervention de nos professions dans le débat public.

Au-delà de la prise des mesures rapides déjà rappelées, tout ne pourra se faire à la rentrée 2013, et les collègues que nous représentons attendent, pour le second degré, une programmation des mesures de rupture et de relance que vous entendez mettre en œuvre tout au long du quinquennat.

Ces mesures ne pourront faire l'impasse sur les réalités vécues actuellement dans nos collèges et nos lycées.

Chacun vous le dira : **notre activité est saturée par des classes trop chargées, par la faiblesse des temps de dédoublement et de travail en groupe**, par l'absence de temps de concertation, par les prescriptions et les injonctions reposant sur des logiques managériales importées du privé, incompatibles avec les valeurs du service public et préjudiciables au bon fonctionnement de nos établissements.

Chacun vous le dira : **nos professions souffrent du déclassement, de l'absence de reconnaissance de leur rôle social, de la dégradation continue et effarante du pouvoir d'achat**. Celle-ci équivaut à la perte de quatre jours de salaire par mois depuis 2000 ! Chacun vous le dira : la dégradation des conditions matérielles et morales des professeurs est aujourd'hui telle que nous traversons une crise de recrutement qui met en péril non seulement les recrutements nécessaires, mais la pérennité même de notre système éducatif. **La revalorisation de nos professions ne peut plus attendre**.

Le 6 avril, c'est essentiellement cela que les manifestants venus des collèges, des lycées et des CIO de toute la France, voudront exprimer par leur action.

Ils sont disponibles. Ne les décevez pas !

F. Rolet, R. Hubert et D. Robin
cosecrétaires généraux du SNES

TOUS

à Paris

**MANIFESTATION NATIONALE
LE SAMEDI 6 AVRIL 2013**

